

l'adoption d'une politique à cette fin; et

- f) la conscience grandissante des conséquences du développement énergétique sur l'environnement.

La question se résume ainsi : Petro-Canada a-t-elle encore un rôle à jouer dans les politiques canadiennes? L'actuel gouvernement soutient que non. D'autres sont d'avis contraire. Si l'on part de l'hypothèse que notre société pétrolière d'État n'a pas de rôle permanent à jouer dans l'établissement de la politique fédérale, il nous reste quand même à déterminer de quelle façon Petro-Canada peut intervenir dans la mise en oeuvre d'une politique énergétique vouée aux intérêts actuels et futurs du Canada.

Le gouvernement au pouvoir soutient que le secteur de l'énergie serait mieux régi par les seules forces du marché, et le Comité a reçu un nombre impressionnant de témoignages en ce sens. D'autres témoins, par contre, contestent cette conclusion.

Afin d'élargir le contexte du débat, le Comité s'est intéressé aux opérations de quatre sociétés pétrolières d'État, installées au Japon, en Norvège, en Italie et au Venezuela. Les gouvernements de bien des pays – à la fois exportateurs et importateurs de pétrole – estiment d'intérêt national d'intervenir dans le secteur énergétique et d'établir une politique qui réponde à leurs besoins stratégiques. Ce sont souvent nos concurrents sur les marchés mondiaux, et nous avons intérêt à tirer profit de leur expérience, bonne ou mauvaise, ainsi que de la nôtre, et à agir en fonction de nos meilleurs intérêts. Par exemple, les États-Unis sont en train de mettre au point une stratégie énergétique nationale (National Energy Strategy – NES). L'importance que le gouvernement américain lui accorde transparaît dans les propos formulés par le président George Bush dans le rapport provisoire publié en avril 1990:

Nous ne pouvons nous permettre d'attendre la prochaine crise de l'énergie avant de réagir.

Notre tâche – commune à nos deux partis – consiste à obtenir le consensus national nécessaire à la mise en oeuvre de cette stratégie pour en faire une réponse énergique et enthousiaste, qui tienne compte des connaissances et idées nouvelles de même que des changements internationaux, environnementaux et mondiaux.

La pierre angulaire de cette stratégie résidera dans le maintien d'une politique efficace axée sur le marché. La tâche ne sera pas aisée. Nous devons concilier – parvenir à équilibrer – nos besoins croissant en énergie à un prix raisonnable, notre engagement à rendre l'environnement plus sûr et plus sain, notre détermination à maintenir notre position économique prédominante et notre volonté de réduire notre dépendance, ainsi que celle de nos amis et alliés, à l'égard de fournisseurs d'énergie susceptibles de nous faire faux bond.